

## **Les politiciens invités à dire STOP aux bombardements des civils**

**Handicap International (HI) invite les politiciens suisses à s'engager contre les bombardements en zones peuplées, pratique devenue quasi systématique dans les conflits actuels, tuant et blessant à 92 % des civils. Les conseillers fédéraux et les politiciens cantonaux sont appelés à prendre position en signant la pétition et à faire pression sur le Conseil fédéral pour un engagement plus ferme contre l'utilisation des armes explosives. Cette initiative de HI s'inscrit dans sa [campagne « Stop bombing civilians »](#).**

Les campagnes contre les mines antipersonnel et les bombes à sous-munitions sont au cœur de l'identité de HI. Conjointement avec d'autres partenaires de la société civile, l'organisation est parvenue à établir, en 1997 et en 2010, des traités internationaux interdisant ces armes des lâches. Aujourd'hui, HI prolonge ces initiatives en mobilisant la communauté internationale contre l'utilisation des armes explosives en zones peuplées, avec toujours au centre de ses préoccupations la protection des populations civiles, injustement victimes des conflits.

La campagne « Stop bombing civilians » cherche non seulement à mobiliser le grand public mais également à sensibiliser la classe politique au désastre humanitaire posé par l'utilisation des armes explosives en zones peuplées, à susciter des débats publics, et à amener les politiciens à prendre position et trouver des solutions politiques à cette pratique inacceptable.

En Suisse, HI souhaite obtenir l'appui des conseillers fédéraux et politiciens cantonaux dans cette démarche historique pour inciter le Conseil fédéral à être à l'avant-garde de la protection des civils de l'impact des armes explosives. Elle les invite également à exprimer leur soutien par la signature publique de la [pétition internationale « Stop Bombing Civilians »](#) soutenue jusqu'à présent par près de 500'000 citoyens souhaitant réduire la souffrance des populations civiles. L'objectif étant d'atteindre le million de signatures pour faire pression sur les décideurs politiques.

La Suisse est un membre actif d'un groupe de 12 Etats qui travaille depuis quelques années à l'élaboration d'une déclaration politique visant à mettre fin à l'utilisation des armes explosives en zones peuplées. Ce processus est officiellement soutenu par le Secrétaire Général de l'ONU. HI invite le gouvernement suisse à s'engager plus fermement pour la protection des civils et à avoir une position claire dans la lutte contre le bombardement des civils en zones urbaines.

### **Une pratique aux conséquences désastreuses**

Dans la plupart des conflits actuels, les combats se déroulent dans les villes. Raqqa, Sanaa, Mossoul, Mogadishu et le Donbass deviennent les symboles des pires atrocités. Dans les zones peuplées, 92% des victimes d'armes explosives sont des civils : des hommes, des femmes, des enfants qui n'ont rien à voir avec les combats et qui devraient être protégés des effets de la guerre comme l'exige le droit international humanitaire.

Au-delà des victimes directes, cette pratique militaire entraîne de nombreuses conséquences sur le long-terme telles que des blessures invalidantes, des traumatismes psychologiques, des déplacements forcés, la destruction d'infrastructures civiles, une insécurité alimentaire ou encore des zones contaminées par les restes explosifs de guerres longtemps après les combats.

Les Etats doivent reconnaître le problème humanitaire posé par l'utilisation des armes explosives en zones peuplées et œuvrer pour faire respecter le droit international humanitaire, car bombarder les civils ce n'est pas la guerre, c'est un crime !

Nadia Ben Said, responsable relations médias de Handicap International Suisse

Marco Kirschbaum, directeur de Handicap International Suisse